

Forum de ce numéro (pages 3 à 10)

Développement ou décroissance?

Editorial

Ne pas confondre réforme et régression

Depuis quelques années, la plupart des gouvernements n'ont qu'un seul mot à la bouche: réforme. En Suisse notamment, on veut tout réformer: l'assurance-invalidité, le service civil, la poste et l'administration pour ne prendre que quelques exemples.

Dans le premier cas, on durcit la loi pour attribuer moins de rentes, dans le deuxième, on dresse des obstacles supplémentaires pour décourager ceux qui choisissent le service civil plutôt que le service militaire, dans le troisième, on diminue drastiquement les prestations offertes aux usagers et dans le quatrième, on affaiblit le service public en supprimant des services et des fonctionnaires.

Selon le dictionnaire, une réforme est un changement important apporté à une institution en vue de l'améliorer. C'est clair et ceux qui utilisent le mot réforme pour enlever des droits et diminuer des acquis devraient apprendre à connaître la signification des mots. En réalité, ce qu'ils proposent ou mettent à exécution n'est rien d'autre qu'une régression. Et le

peuple, qui devient toujours plus fataliste, réagit de plus en plus mollement.

Régression: le mot est dit. Au niveau du Conseil fédéral, le départ de Didier Burkhalter et son remplacement par Ignazio Cassis a marqué un tournant. Au radical humaniste a succédé un radical conservateur qui considère que l'intérêt de la Suisse passe avant tout par sa force économique et qui relègue au second rang les problèmes sociaux, écologiques et humanitaires.

En quelques mois, le ministre des affaires étrangères a injurié les Palestiniens, remis en cause les mesures d'accompagnement des Bilatérales (s'attirant la réprobation unanime des syndicats), favorisé la vente d'armes à des pays en proie à la guerre civile, modifié un rapport rédigé par ses propres services qui affirmait que la Suisse ne montrait pas l'exemple en matière d'émission de CO₂. A plusieurs reprises, il a été désavoué (recadré dit-on pour faire moins brutal) par le président de la Confédération.

En peu de temps, Ignazio Cassis est devenu le fossoyeur de la neutralité suisse et de la collégialité du Conseil fédéral. Et cela sans que les partis politiques qui dirigent le pays réclament sa démission ou, pour le moins, exigent des excuses.

Il faut malheureusement le constater: la politique suisse est axée en priorité sur l'argent et le chantage. La santé de l'économie passe avant le respect des Droits humains. Les réformes engagées contribuent à élargir le fossé qui sépare les plus riches des plus démunis. On le voit dans le canton de Neuchâtel qui, disposant pourtant d'une double majorité de gauche au Grand Conseil et au Conseil d'Etat, fait des cadeaux fiscaux indécents aux riches et diminue l'aide sociale. Et la base électorale reste muette!

La rebelle a dit

Non, je ne consommerai pas
Non, je ne céderai pas
Quelle que soit la nouveauté
Que vous pourriez inventer
Inutile de me charmer
A coups de publicités
Obstinée, je le serai
Dans mon panier je mettrai
Ce que j'aurai décidé
Et tant pis si vous perdez
Bénéfices et parts de marché

Emilie Salamin-Amar

Vivre pleinement l'élan de l'humanité

Chères lectrices et chers lecteurs, pour ma première publication dans *l'essor*, j'ai choisi pour thème un sujet hautement stimulant et il me semble, modestement, des plus adéquats: l'essor. Le dictionnaire dit de ce mot profondément merveilleux: «un développement hardi et fécond». Soit! Je souhaite d'abord remercier les fondateurs et fondatrices, rédactrices et rédacteurs du journal, bien évidemment pour son nom, mais aussi pour cette lumineuse inspiration.

Permettez que j'écarte d'emblée toute forme de pessimisme; il serait contre-productif. Je souhaite à cet effet citer les psychologues du bonheur et de la pensée positive (Martin Seligman par exemple) et rappeler que les idéologies extrémistes – pessimistes s'il en est! – sont simplement (mis à part quelques effets secondaires, genre frustrations, peurs et dénis), ignorance ou même oubli de notre droit à participer, pleinement et joyeusement, de façon heureuse et gratifiante à la marche du monde, à un monde en plein ... essor!

Choix d'avenir, il est temps pour chacune et chacun de trouver sa place dans la communauté humaine, de vivre pleinement l'élan de l'humanité vers un progrès effectif, un monde plus humain et durable, une civilisation par lesquelles s'expriment nos qualités premières – nos valeurs fondamentales – et qui utilisent au mieux nos capacités d'adaptation humanistes, seules dignes d'assurer notre futur, d'écrire l'Histoire future avec du cœur et de l'intelligence, de la dignité.

Il est dit qu'il est de bon ton de jouir du moment présent. C'est d'ailleurs sain et plaisant, un reflet de notre harmonie intérieure, de notre lucidité et de nos capacités à progresser que d'être heureux maintenant! Le passé importerait-il alors moins que l'avenir dans lequel cette jouissance de la vie se perpétue? Ce que nous avons reçu est important certes, mais ce que nous en faisons l'est plus encore.

Il y a pourtant de très nombreuses raisons d'être heureux de notre passé tel qu'il nous porte jusqu'à ce jour. Soyons à la fois fiers et humbles d'avoir pu survivre jusqu'ici, de pouvoir lire cet article, ou l'écrire. Plus

encore, contemplons sereinement les réalisations actuelles de notre humanité: jamais n'avons-nous vécu aussi vieux, jamais notre santé n'a été aussi bonne et jamais n'avons-nous bénéficié d'une telle abondance. Certes, notre prospérité a souvent besoin d'être mieux partagée, mais elle n'est pas matérielle seulement. Nous sommes de plus en plus nombreux à recevoir une éducation de qualité et cela devrait, selon toute vraisemblance, si nous y persévérons, apporter aussi un futur de meilleure qualité. Enfin, nos infrastructures et nos connaissances se renforcent mondialement et, malgré les apparences ou les mauvaises langues, dans l'ensemble notre sécurité progresse.

Pour celles ou ceux qui en douteraient, permettez que je vous encourage à lire, relire ou citer Steven Pinker et son histoire de la violence dans l'histoire de l'humanité: «La part d'ange en nous». Ou plus récemment, son dernier ouvrage (non traduit à ce jour) dans lequel il fait le bilan, deux à trois cents ans plus tard, de l'héritage du Siècle des lumières. Il y démontre que nos progrès et nos réalisations sont dus à la raison, à l'augmentation des connaissances, à la science et – ce n'est pas le moindre des éléments – à l'humanisme qui les imprègne. Ce ne sont peut-être pas encore de pleines raisons d'espérer, mais ce sont déjà de bonnes raisons pour continuer à progresser et à dynamiser l'effort – soutenir l'essor de l'humanité vers sa pérennité.

Et ce n'est pas tout... Avez-vous entendu parler, ou mieux encore prenez le temps d'explorer, de plonger même dans les *objectifs du développement durable* pour 2030, de les mettre en liens avec vos propres pratiques personnelles et professionnelles! Pour la première fois dans l'histoire, depuis

2015 nous avons – nous, notre humanité et nos Etats-nations – un projet de développement unique destiné à l'ensemble des personnes et des institutions sur toute la planète. Ce projet universel s'adresse à toutes et tous et concerne tous les principaux domaines, mais aussi les principaux risques de l'activité humaine. Il s'exprime par exemple par son slogan: «ne laisser personne de côté» (en anglais: «leave no one behind»). Fait de 17 objectifs et 169 cibles, il est mesurable dans le temps (beaucoup de statistiques), il s'exprime positivement, il a été adopté à l'ONU sans vote (soit à l'unanimité) et dans la plupart des domaines, il est juste et ambitieux: il s'agit de la survie de l'humanité dans le respect de toutes et tous ses membres, de la planète. Explorez ces objectifs, critiquez-les si besoin, mais tirez-en le meilleur et améliorez le reste!

Alors, vers quelle humanité prenons-nous notre essor? Ce sera à nous d'y répondre. Pussions-nous être de plus en plus nombreuses et nombreux à le comprendre et le vivre!

Je conclus en précisant que des personnes, des relations et même des institutions heureuses sont ou seront toujours la source même d'un monde heureux. Et n'est-il pas bien plus facile de protéger une planète et son environnement, la paix et le bien-être universels qui y sont possibles, si l'on s'y sent bien? C'est ce que je nous souhaite!

Christophe Barbey

Poète et irénologue (activateur de paix), juriste (prévention et médiation)
Représentant à l'ONU-Genève de plusieurs ONG

389.200

Selon le journal *20 Minutes* du 20 juin, c'est le nombre de millionnaires recensés en Suisse l'an dernier. C'est 7% de plus que l'année d'avant. L'étude recense les personnes qui possèdent un patrimoine d'au moins un million de dollars hors résidence principale, objets d'art et de collection. Et il y a 615.000 personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté dans notre pays! Cherchez l'erreur.

L'être humain va faire disparaître l'être humain

Depuis des dizaines d'années, des scientifiques du monde entier mettent en garde: la terre ne peut pas produire tout ce que les humains consomment, notamment au niveau des énergies fossiles et des minerais. Par ailleurs, l'accroissement de la pollution contribue dans une large mesure au réchauffement climatique. Conséquences: des millions d'êtres humains meurent de maladies évitables, des espèces animales disparaissent à une vitesse effrayante et la fonte des glaces entraîne une montée des eaux catastrophique.

Par confort immédiat et par égoïsme envers les générations futures, les gouvernements ne font pas grand-chose. Ils parlent beaucoup mais agissent peu. Il sera trop tard lorsqu'ils auront heurté le mur vers lequel ils se dirigent. Notre civilisation est la seule qui a la capacité de faire disparaître l'être humain de la surface de la terre. Il est urgent de réagir et de mettre en pratique une décroissance intelligente et efficace qui sauvera la planète.

Rémy Cosandey

Croissance infinie ou équilibre planétaire?

Ces jours on a pu lire que les industriels de la viande se diversifient, car ils sont à la recherche de croissance pour leurs entreprises. Le marché stagne, la concurrence est rude, mais le bénéfice est toujours présent. Alors ces industriels rachètent graduellement, sans que le public y prête beaucoup d'attention, des entreprises de cultivateurs de légumes et de préparateurs de jus de fruits. Paradoxal, mais quand il s'agit de marchés et de profits, tout est possible.

Comme il y a plusieurs années de cela, Nestlé rachetait les eaux minérales d'Henniez, puis Valser, puis Evian et encore bien d'autres. Toujours la diversification, donc la croissance. Nestlé est maintenant numéro 1 mondial de l'eau en bouteille. Pour autant les acquisitions ne ralentissent pas. Le cycle infernal ne s'arrête jamais. Récemment le mastodonte Bayer, anciennement IG Farben de sinistre mémoire, a racheté Monsanto bien connu pour son Roundup contenant des glyphosates. Non seulement ces sociétés se rachètent les unes les autres à la grande joie des actionnaires, mais elles contribuent à maintenir le déséquilibre entre pays pauvres et riches. Alors développement infini ou croissance zéro?

Au rythme actuel nous aurions besoin de cinq planètes pour vivre jusqu'en 2050. Il y a urgence à inverser la tendance. Et c'est possible! Tout d'abord il est évident que l'on consomme trop. Trop de gros véhicules, SUV, combis et autres 4/4 conçus pour traverser le désert et non la place St François. Trop d'électronique, smartphones, tablettes, écrans de toute sorte, indicateurs de performances, etc. etc. Est-ce indispensable de changer chaque année de TV, smartphone, chaussures de ski, etc.? Trop de gadgets de toutes sortes,

la plupart à obsolescence programmée. Corollaire de cette frénésie de consommation, l'immense gâchis de matières premières et de «biens de consommation» que l'on ne répare même plus. Bien sûr, une partie de ces matériaux est recyclée. Ce qui n'empêche pas qu'il y aura bientôt davantage de plastiques que de poissons dans les océans.

Ensuite il devient indispensable de fabriquer des produits plus solides, plus simples à réparer. De les utiliser parcimonieusement. L'entretien et la maintenance doivent devenir prioritaires. En visite à Cuba, je constate que tout est récupéré, réparé, remis en état ou recyclé. C'est le seul pays au monde où des voitures des années 60 avec parfois plus d'un million de km au compteur roulent encore. Dès 22h l'éclairage des rues de La Havane diminue. Un marché «2^e main» dans le quartier El Cerro propose tout ce qu'il faut pour réparer un WC, une cuisinière, une radio, un vélo, etc. Les Cubains sont en fait les champions de l'écologie.

Un autre pays a introduit le BNB – Bonheur National Brut. C'est le Bhoutan. Il repose sur quatre principes: bonne gouvernance, développement durable, préservation de l'environnement et préservation de la culture. Nous sommes loin de la société de consommation. Comme à Cuba les gens ne sont pas malheureux. Aucune famine. Soins médicaux et scolarité gratuits. Le problème vient de la convoitise des voisins géants, à savoir les USA et la Chine. Pour les richesses hydroélectriques au Bhoutan et l'agriculture à Cuba.

A 150 km des côtes américaines la propagande capitaliste et la désinformation pourraient contrer les efforts des Castro pour trouver une autre voie.

Aucun panneau publicitaire vantant les mérites de Coca-cola ou McDonald. Corollaire: une regrettable limitation de la presse, radio et syndicats.

Pour finir, la boucle est bouclée et la politique avec son train de compromissions reprend le dessus. Les grandes banques et les grandes sociétés dites «too big to fail» dictent leurs exigences aux Etats. Les inutiles sommets G7 ou G8 en sont la démonstration.

La solution ne pourra venir que des citoyens eux-mêmes. En sacrifiant un peu de notre immense confort et en vivant plus sainement sans tout croire de la publicité envahissante. Si la consommation baisse, les entreprises devront trouver, non pas de nouveaux marchés, mais de nouvelles solutions: des produits plus sains, plus durables avec des prix plus en rapport avec la réalité. René Dumont publiait en 1962 déjà son brûlot «L'Afrique noire est mal partie». Alors que tous les espoirs dus à l'indépendance étaient permis, ce continent est toujours en «voie de développement». En revanche les sociétés transcontinentales Glencore, Trafigura et autres Vale engrangent des milliards de dollars de profit.

Grâce au maintien en place de dictateurs entièrement dévolus aux pays du G7, G8 ou même G20. Dès lors il ne faut pas s'étonner de devoir accueillir ces migrants qui n'ont vraiment plus rien à perdre. A nous, par nos actions déterminées, de faire changer les choses.

Xavier Koeb, Châtel-Saint-Denis
Architecte et député honoraire

Entrer dans la société de l'après-croissance

Les abeilles sont malades, les oiseaux se font rares, les glaciers fondent, les pesticides nous empoisonnent, le pétrole n'est pas éternel, les poissons sont pêchés avant de pouvoir se reproduire, le climat se réchauffe, les cyclones se multiplient, la biodiversité disparaît. Nous le savons mais ne voulons pas y croire. Car en même temps, les politiques économiques s'efforcent de relancer la croissance, de stimuler les nouvelles technologies, d'accroître les rendements agricoles grâce aux OGM ou de développer les plantations d'huile de palme indispensable à nos biscuits ou aux biocarburants, pour ne prendre que ces exemples.

Gilbert Rist est professeur émérite de l'Institut des hautes études internationales et du développement (HEID, ex-IUED) à Genève. Il a dirigé le Centre Europe-Tiers Monde et collaboré avec l'Université des Nations unies. Il est notamment l'auteur du *Développement. Histoire d'une croyance occidentale* (4^e édition, 2013), de *L'Économie ordinaire entre songes et mensonges* (2010, Presses de Sciences Po) et *La Tragédie de la croissance. Sortir de l'impasse* (2018, Presses de Sciences Po).

Que faire? Persévérer sur notre lancée, celle du confort progressivement conquis et de nos habitudes de consommation, ou nous arrêter pour réfléchir et peut-être changer? La question se pose au moins depuis la publication, en 1972, du Rapport au Club de Rome intitulé (en français) *Halte à la croissance?*¹ Elle connaît un regain d'intérêt dans le monde francophone depuis que le slogan de la «décroissance» a été lancé en 2002 par le «Réseau des objecteurs de croissance pour l'après-développement» (Rocade). Face à l'obsession de la croissance qui caractérise les politiques économiques, il fallait frapper les imaginations. Or, se borner à promouvoir la décroissance est trompeur pour plusieurs raisons: d'abord, il ne suffit pas de faire le contraire de ce que l'on considère comme «faux» pour

faire «juste». Ensuite, en concentrant l'attention sur la réduction de la consommation, on s'empêche de penser la «décroissance réelle» des ressources fossiles, de la biodiversité, des terres arables, etc. Enfin, on s'offre à la raillerie facile: «*Jusqu'où voulez-vous décroître? Pour retourner à la lampe à pétrole ou à la bougie?*» Malgré les reproches que l'on peut lui adresser, le slogan a heureusement permis d'agiter l'opinion et de lancer le débat. Or celui-ci est fondamental.

Pour préparer l'après-croissance, il convient d'abord de comprendre à quoi elle s'oppose fondamentalement. «Celui qui croit qu'une croissance infinie dans un monde fini est possible est soit un fou soit un économiste².» Je serais tenté d'ajouter: «ce qui revient au même...» En effet, la «science» économique se fourvoie dramatiquement car elle ne distingue pas entre les *stocks* qui existent en quantité finie (les produits fossiles, les minerais) et les *fonds* qui se reproduisent (tout ce qui est vivant: des pommes de terre aux vaches ou aux poissons). En effet, pour un économiste, seul compte le prix du marché, peu importe l'origine du produit. Pour le dire en termes savants, la «science» économique ignore l'entropie, c'est-à-dire le fait que, dans un système clos, l'énergie-matière se dissipe irrémédiablement: à la différence du grain de blé que l'on peut replanter, l'essence que consomme ma voiture se transforme en gaz non seulement nauséabonds mais surtout non recyclables. Voilà pourquoi il convient de revoir entièrement les présupposés erronés de la théorie économique car la plupart des problèmes environnementaux en découlent. En termes simples, cela signifie que nous vivons au-dessus de nos moyens en dilapidant les bijoux de famille.

D'où l'importance de limiter l'emprise du marché car la croissance consiste d'abord à transformer la nature et les relations sociales en biens marchands. Ce qui était autrefois gratuit est désormais payant. Le «développement» a commencé

avec la possibilité de vendre et d'acheter la terre, puis en généralisant le travail salarié. Aujourd'hui, les semences sont protégées par des brevets, nos données personnelles, enregistrées sur nos ordinateurs ou nos «cartes de fidélité», sont vendues à des officines qui en tireront profit, il faut payer pour accéder à la plage, et il existe un marché pour les «pièces de rechange humaines» (foie, cœur ou poumon), etc. On peut s'en offusquer, mais c'est bien ainsi que le marché colonise progressivement les ressources naturelles et la vie sociale pour relancer la croissance et promettre le bonheur. Même si l'on sait que la croissance économique résulte d'abord des mesures prises pour lutter contre les nuisances que nous produisons, qu'elle n'apporte aucun bien-être supplémentaire et qu'elle accroît considérablement les inégalités.

La décroissance ne propose pas de vivre moins, mais mieux avec moins de biens et plus de liens.

Charte de la décroissance

A partir de là, les manières de renoncer aux séductions de la croissance et du marché sont nombreuses: elles vont de la création de «communs» (pour l'eau, l'électricité, les soins ou l'éducation, par exemple) aux refus (de l'avion, de la voiture, des fruits et légumes exotiques, des supermarchés, de la publicité) et aux initiatives collectives (soutien à l'économie sociale et solidaire, création de jardins potagers urbains, achats à la ferme, recyclage, isolation des bâtiments, relocalisation de la production, etc.) à quoi l'on peut ajouter des mesures plus draconiennes comme la carte carbone individuelle qui permet de réguler – à l'échelle nationale – l'empreinte écologique individuelle³

La lutte contre les dégâts de la croissance et pour la sauvegarde de la biosphère est éminemment politique. Elle remet en question nos manières de vivre et de penser. Elle s'oppose à de puissants intérêts commerciaux, financiers et

personnels. Pour y faire face, il faut renforcer les réseaux d'objecteurs de croissance et construire des argumentaires qui expliquent pourquoi, dans de nombreux domaines, «moins, c'est mieux!». Mais l'appel à la raison ne suffira pas car ce sont nos affects et nos habitudes qui sont en jeu. Certains n'hésiteront pas à utiliser la violence pour défendre

leurs privilèges de consommateurs. A cela aussi, il faut se préparer.

Gilbert Rist

¹ Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers and William W. Behrens III (eds), *The Limits to Growth*, New York, Universe Books. Le titre interrogatif de la version française reflète probablement la difficulté de remettre en question la croissance à la fin des Trente

Glorieuses. D'où l'oxymore ridicule de «croissance négative» inventé par les économistes.

² La formule est attribuée (sans véritable preuve) à Kenneth Boulding.

³ Mathilde Szuba, «Le rationnement, outil convivial», *Gouverner la décroissance, Politiques de l'Anthropocène III*, (Agnès Sinaï, Mathilde Szuba, dir.) Paris, Presses de Sciences Po, 2017, pp .95-118.

Fatalité ou adaptation?

Le développement fait partie de notre évolution. Voilà des siècles que nous avançons dans ce sens vers ce que nous appelons le progrès. Disons que c'est une tradition que d'aller de l'avant et non une fatalité. A ce jour, nous pourrions dire que dans les pays dits industrialisés, nous sommes arrivés à un certain niveau de vie, de confort dans presque tous les domaines. Alors, on pourrait se poser la question qui suit: doit-on continuer cette course folle vers l'innovation sans fin, ou bien prendre le temps de ralentir cette frénésie du «vient de sortir» qui risque bien de nous mener très prochainement à la perdition.

Il va sans dire qu'il est hors de question de faire du sur place. Ni même d'empêcher les chercheurs et autres découvreurs d'imaginer et de créer de nouveaux objets, à condition qu'ils ne soient pas inutiles et qu'ils n'augmentent pas la masse de nos déchets dont nous ne savons plus quoi faire. Quand nous aurons rempli les mers de plastiques, tué les poissons, étouffé la flore sous-marine, allons-nous enfin nous réveiller? Reste à savoir dans combien de temps? Quand la Terre et nous-mêmes suffoquerons? Et si d'aventure, nous prenions conscience trop tard, que ferons-nous? Où irons-nous? Nous n'avons pas de plan «B», nous n'avons pas d'autre choix que de vivre et de mourir sur notre petite planète. Ce qui veut dire que nous sommes en danger, qu'il y a urgence à freiner la production, la surconsommation à outrance au nom de la globalisation, du commerce et du profit à tout prix.

Actuellement, nous pourrions dire que le monde est gouverné par les marchands, les spéculateurs en tous genres. Ce commerce mondial

génère plus de mal que de bien. Cette concurrence que se livrent les pays producteurs de biens dont nous n'avons nul besoin dérègle les économies internes afin de rendre ceux-ci totalement dépendants les uns des autres. Par ailleurs, le formatage des cerveaux qui se propage tel un virus par le biais d'Internet fait naître en nous, pauvres consommateurs sans défense, une addiction volontaire aux nouveaux médias propagateurs de publicités toutes plus alléchantes les unes que les autres afin de succomber à la tentation d'achats compulsifs. Alors, que sommes-nous devenus? De pauvres gogos, ou des moutons allant de plein gré à l'abattoir, trotinant bien malgré nous sur le chemin de la perdition sans espoir de retour?

L'utopie ne consiste pas, aujourd'hui, à préconiser le bien-être par la décroissance et la subversion de l'actuel mode de vie; l'utopie consiste à croire que la croissance de la production sociale peut encore apporter le mieux-être, et qu'elle est matériellement possible.

André Gorz

Afin de ne pas perdre notre âme de consommateur intelligent, s'il en reste encore une once, il nous faudra lutter contre la fabrique du consentement. Il s'agit d'une lutte féroce pour vendre à tout prix. Il est vrai que les firmes multinationales ne manquent pas d'imagination. Après la réclame classique, elles s'attaquent au cerveau en créant

un besoin, un manque, une envie chez le consommateur. On pourrait dire que les industriels de nos jours ont la mainmise sur nos cerveaux. Plus la connaissance avance dans ce domaine, plus cela profite aux marques qui nous manipulent sans vergogne, à distance.

Une simple image, une couleur, une forme, un graphisme font que nous succombons à la tentation d'achat, et ce, de manière totalement inconsciente. Des essais ont été faits sur des volontaires et l'on a pu observer sur des images IRM quelles régions du cerveau s'activaient au moment où ils dégustaient, ou tout simplement, quand on leur promettait de boire, après l'examen, certains sodas de marques connues. L'idée seule de cette promesse excitait chez ces volontaires la zone de récompense. Alors, comment ne pas succomber à la tentation d'achat lorsque l'on fait ses courses? Il en est de même au niveau de la téléphonie, de tous les appareils numériques ainsi que pour tous les produits de consommation. Habilement manipulés, nous ne savons, ni ne pouvons plus résister.

Alors, à ceux qui rêvent de décroissance, je dirai qu'il leur faudra s'armer de patience, car c'est dans la nature profonde des êtres humains d'aller de l'avant, et non pas à reculons. Compétition et prestige obligent. Sauf s'il y avait une terrible catastrophe qui nous contraindrait alors à faire des pas en arrière.

Emilie Salamin-Amar

Qui avance? Qui recule?

Le terme de développement, opposé à décroissance, s'entend par «développement de notre système de vie actuel»; développement, c'est faire plus, décroissance, c'est faire moins, pour dire les choses simplement.

Un tournant majeur a été pour moi l'initiative sur la protection génétique en 1998. On avait reproché à l'initiative d'avoir mis dans un même sac la question de l'agriculture et celle de la médecine. Il fallait, disaient certains, se limiter à l'agriculture pour avoir un espoir de gagner. J'étais pour ma part d'avis que l'initiative avait raison de tout mettre ensemble, parce que cela constitue un tout.

En 1998, le système dominant a eu recours à toutes sortes de grosses pointures universitaires et scientifiques pour faire écraser ce vent nouveau s'opposant à la science et au progrès.

Nous de l'initiative étions donc contre le progrès. C'est ce qui se disait. Et l'initiative a été rejetée. Le cap du développement de notre mode de vie avait été conservé.

À l'essor, quelques années plus tard, mes positions étaient généralement perçues comme extrémistes. Alors que je ne faisais que voir un petit peu en avant, ou plutôt voir les évidences

que beaucoup ne voulaient pas voir. Ce qui a provoqué mon départ du journal. Depuis, les temps ont quelque peu changé, et on a été bien obligé d'ouvrir les yeux sur l'impossibilité qu'il y a à poursuivre indéfiniment sur le chemin du progrès. Et donc, je suis revenu à l'essor.

«Progrès»: ce mot de «progrès», on ne l'utilise plus beaucoup. «Progrès», c'était le mot magique, le mot qui disait tout, qui mettait un terme à toute discussion. On était pour le progrès ou contre le progrès. Être «contre le progrès», c'était le retour à la bougie.

Aujourd'hui, on n'en appelle plus trop à ce terme qui avant disait tout, et qui maintenant ne dit plus rien. Nous voyons bien que les progrès dans tous les domaines n'en sont pas, qu'ils mènent à des catastrophes. Dans le domaine des armes, on a vu depuis longtemps ce que c'est le progrès, concrètement depuis Hiroshima. Pour la question énergétique, il a fallu un peu plus de temps. Les reportages sur l'usine de retraitement des déchets nucléaires de La Hague n'étaient pas suffisants. Il a fallu Tchernobyl et puis Fukushima. Et dans le domaine de la médecine, les antibiotiques ne fonctionnent plus, dans certains cas, on ne sait plus à quel saint se vouer, et les cancers se multiplient. Et dans le domaine des transports: la voiture, symbole

de liberté et de vitesse qui, en ville, n'avance plus!

La science (LA science! comme s'il n'y en avait qu'une!), religion de la société moderne depuis 150 ans (voir Renan: *L'avenir de la science*, 1890) a donc perdu beaucoup de son aura. On en a vu trop les limites. Qu'à cela ne tienne. A chaque fois qu'une religion meurt, il en naît une autre.

Maintenant, c'est la finance qui ouvertement a repris les rênes. Elle est spirituellement moins exaltante, mais elle donne toutes les réponses. Et cette finance qui règne, elle doit bien nous donner un axe, une direction. Son maître mot, c'est la «croissance». Pour aller vers quoi, elle ne nous le dit pas vraiment. La croissance est simplement la réponse aux problèmes.

Il est à ce propos intéressant de voir que la vision du futur, c'est donc aujourd'hui les banquiers qui la donnent. Un exemple en est donné par l'article paru dans *Le Matin* du 1^{er} juin dernier sur ce que sera la ville en 2050. Cette vision, c'est un banquier, Julius Baer, qui l'apporte. La banque Julius Baer est «partenaire de l'e-Prix, la course de Formule E qui a vu les meilleurs pilotes de bolides électriques s'affronter le 10 juin à Zurich». Décidément, pas moyen d'en sortir: toujours plus vite, toujours gagner, même lorsqu'il s'agit de ralentir!

Ces visions d'une ville du futur idéale se multiplient. On va planter son jardin sur son balcon, les voitures vont circuler sans chauffeur et les bus circuleront dans les airs. Tout sera intelligent. Julius Baer le dit: la ville sera intelligente, les voitures seront intelligentes.

L'intelligence! L'intelligence artificielle, voilà le nouveau concept. Plus besoin d'être intelligent, les machines vont l'être pour nous. Avec tout ça, vers quoi allons-nous? Et comment y allons-nous?

Toute la question est là. Développement ou décroissance?

Continuer notre fuite en avant? Ou freiner la machine inexorable sur laquelle nous sommes embarqués?

Bernard Walter

Coup de gueule

T'auras pas mes médias!

Tamedia est, en Suisse, le plus grand groupe privé de médias et regroupe nombre de titres. Je ne citerai que les romands et les sites bilingues nationaux: *24 heures*, *Femina*, *homegate.ch*, *jobs.ch*, *localsearch*, *Le Matin*, *Le Matin Dimanche*, *ricardo.ch*, *Bilan*, *GHI*, *Guide TV*, *Hommages*, *Immostreet*, *LausanneCités*, *Starticket*, *Tribune des Arts*, *Tribune de Genève*, *Zattoo*. N'étant pas un lecteur du *Matin*, je n'ai donc aucune raison de pleurer sa disparition. Sauf que, quand j'entends tel ou tel responsable de Tamedia dire que *Le Matin* perd de l'argent et qu'il faut donc arrêter sa version papier, je me dis que les tendances managériales du jour sont insupportables.

Au-delà de la constatation qu'il n'y a donc que le fric qui intéresse ces gens, ce qu'on savait déjà, voilà que Tamedia, avec une arrogance incroyable, s'apprête à faire crevoter dans les marges de l'histoire de la presse romande un titre qui est présent depuis 125 ans. Nous avons deux solutions, soit créer un mouvement populaire pour racheter *Le Matin*, soit ne lire que les titres qui n'appartiennent pas à Tamedia. Il y en a, à commencer par *l'essor*, *La Liberté*, *Le Courrier*, *Arcinfo*, etc.

Marc Gabriel

La décroissance? Une question de paille

Le plastique commence à gonfler: alors que les rebelles rapportent les emballages superflus au supermarché lors de «*Plastic attacks*» qui se multiplient, la Ville de Neuchâtel veut interdire les pailles en plastique des établissements publics d'ici à la fin de l'année. Même décision à Monaco, aux Seychelles ou encore à Wimbledon: aux abords des courts de tennis, les pailles (elles étaient 400.000 selon les organisateurs l'année dernière) seront désormais en carton.

«Alors tu verras comment ôter la paille»

Qu'on se le dise sur les terrasses de la place du marché: désormais, les pailles seront donc biodégradables ou ne seront pas! Par chance pour les bars, on trouve (sur Amazon) des pailles en bambou fabriquées par de modestes entreprises familiales en Indonésie, d'autres en inox «*responsibly made in China*» (sic!), avec kit de nettoyage, idéales pour les *smoothies*. Sans plastique et donc sans pétrole au fond de notre verre, nous pouvons siroter en paix. Mais attendez: comment ma paille compostable est-elle arrivée des forêts asiatiques dans mon gobelet? Et qu'arrivera-t-il à cette famille indonésienne quand le monde entier sera converti à la paille en bambou? Sommes-nous prêts à sacrifier d'immenses champs pour continuer à... siffler des cocktails? Car le plastique n'est que la partie visible de l'iceberg qui pollue mers, terres et air, probablement plus en Indonésie et en Chine que dans nos contrées. On aura beau changer la matière première de milliards de pailles, encore faudrait-il les transporter à vélo ou les produire localement, avec du bois certifié des forêts jurassiennes durables...

«Pourquoi vois-tu la paille qui est dans l'œil de ton frère, et n'aperçois-tu pas la poutre qui est dans ton œil?», questionnait un prophète fameux du haut d'une montagne (Matthieu 7,3). Deux mille ans plus tard, cette parabole semble plus que jamais d'actualité. On aurait envie de paraphraser la suite du sermon: «Hypocrite, ôte premièrement la poutre du développement à tout

prix de ton œil, et alors tu verras comment ôter la paille en plastique du verre de ton frère!» Les partisans du développement durable et autres drôles d'oiseaux diront qu'il faut bien commencer par ces petits gestes qui, multipliés, éteindront la forêt en feu. Dans les mouvements pour la décroissance, on se méfie plutôt de ces pailles qui cachent la forêt sacrée du développement (qu'il soit durable ou non) et qui font oublier les poutres, bien plus lourdes dans la balance écologique mais dont personne ne parle, que sont la taille des logements par personne ou les déplacements toujours plus loin et plus nombreux. De telles initiatives risquent de devenir autant de feux de paille alors que la planète brûle – au propre et au figuré –, consumée par l'idéologie du développement (matériel, technique, économique).

Il est faux de penser que l'idée de décroissance nie la notion de progrès. Elle condamne le mythe du progrès, ce qui est bien différent.

Jean-Claude Besson-Girard

«Je préférerais ne pas»

Dans ce cul-de-sac, il s'agit d'emprunter une autre voie, celle de la «non-puissance», une idée que le penseur Jacques Ellul retrouve dans «l'exemple de Jésus»: «La non-puissance n'est pas l'impuissance. Celle-ci est le simple fait que je ne peux pas faire ce que j'aurais envie de faire, ou devrais faire. La non-puissance est un choix: je peux, et je ne le ferai pas. C'est un renoncement¹». Ce choix est condensé dans la formule sans cesse répétée par Bartleby dans la nouvelle du même nom écrite (en 1853) par Hermann Melville: «Je préférerais ne pas». Dans une société incapable de renoncer à son confort, oser dire «Je préférerais ne pas» devient un acte révolutionnaire: je préférerais ne pas... prendre de paille. Et non seulement de paille – de quelle matière qu'elle soit – mais aussi ne pas prendre de soda au bouchon rouge («*made in Swit-*

zerland») et de tout autre produit de multinationale. Tant qu'à (ne pas) faire, je préférerais ne pas profiter de ces quelques heures de répit sur une terrasse après avoir sacrifié ma semaine au Travail tout-puissant. De même, je ne voudrais ni emballages en plastique, ni, tout compte fait, grande distribution. Je préfère fuir le supermarché pour privilégier le marché local – celui qui se trouve au milieu de la place. Je préfère ne pas avoir de voiture, même électrique, ni de smartphone, même éthique. Je préfère renoncer à me faire servir, au bar comme au centre commercial, pour retrouver le goût de l'autoproduction. J'ai d'ailleurs fait un sirop dont vous me direz des nouvelles...

Car renoncer («ne pas faire») ne suffit pas, tant le développement nous a mené loin sans qu'on s'en rende compte. Toutes ces routes, ces tunnels, ces parkings, ces projets qui cumulent voiture, train et mobilité douce pour contenter tout le monde²! Toutes ces lignes à haute tension et ces réseaux presque invisibles 1, 2, 3, 4, 5 G! Il faut dé-développer, non pas développer autrement, mais défaire, sans attendre la fin du pétrole (ou plutôt la flambée de son prix, qui arrivera avant la pénurie). Nettoyer les rivières, réparer les sols, en se méfiant de la technologie *high-tech* qui fait partie du problème non de la solution. Repenser ensemble nos besoins primaires: l'habitat, le travail, la santé, l'éducation, l'alimentation. Oser coucher sur la paille – la vraie – de temps à autre. Il paraît même qu'on peut s'en faire une maison.

François Friche

¹Jacques Ellul, *Ce que je crois*, Paris, Grasset, 1987, p. 199.

²Par rapport à la surface totale (moins l'habitat), la surface consacrée aux transports atteint 13% à Neuchâtel, 22% à Zurich, 48% à Genève, 56% à Vevey (selon la Statistique de la superficie de l'OFS, édition 2016).

Ni développement, ni décroissance!

Cessons d'ignorer ce qui se passe sous nos yeux: une révolution est en train de s'opérer, elle prône le retour à la valeur d'usage, le développement des énergies renouvelables, la fécondité naturelle des terres et des océans, la fin du travail servile et le règne de l'inventivité.

Raul Vaneigem
Pour l'abolition de la société marchande. Pour une société vivante,
Payot, Paris, 2004

Quel développement? Pour qui?

Le développement qui jadis avait été convenu sous le nom d'aide au «tiers-monde», soit, aux populations appauvries dites «sous-développées», a fait long feu. Le chacun pour soi prôné par le néolibéralisme a étouffé la volonté des Etats de répartir équitablement les ressources et richesses communes entre tous. Même la Suisse opulente a réduit son aide (*Tribune de Genève*, 2.6.2016) malgré la détresse migratoire résultant du développement inégal.

Les inégalités face au partage du bien commun sont plus criantes que jamais: 82% des richesses créées dans le monde sont allées au 1% des plus riches (*Le Courrier*, citant Oxfam, 16.5.18). Les fortunes privées se sont accrues de façon spectaculaire: dans le monde, le 10% des mieux lotis détient 88% de la fortune totale dont le 1% des plus riches en possède la moitié. La Suisse quant à elle héberge 2% des millionnaires de la planète, la fortune moyenne y est la plus élevée au monde et depuis le siècle dernier, les Suisses n'ont connu aucune réduction des inégalités (*Le temps* 14.11.2017).

Cette concentration de la richesse est dramatique, non seulement parce que son accaparement par quelques-uns – ces «éternels insatisfaits» – se fait au détriment d'une gestion démocratique des besoins du grand nombre, mais surtout parce qu'ils ne privilégient que l'accumulation de leurs fortunes au détriment d'investissements susceptibles de financer de quoi sauver la planète d'une faille annoncée.

Les détenteurs des moyens de production et leurs actionnaires cupides bafouent sciemment leurs engagements à vouloir ménager la planète en poursuivant leurs investissements dans des secteurs productifs qui leur sont les plus rentables comme l'extraction intensive de matières premières nuisibles à l'environnement et au climat qui devrait impérativement décroître.

C'est ce productivisme marchand, aveugle et délétère, qu'il faut abolir. Mais il est naïf d'espérer que les détenteurs du pouvoir et des richesses mondiales veuillent spontanément réduire leurs profits alors que leur seul objectif est de les accroître.

Décroissance: la grande (dés)illusion

Quant à la décroissance, soyons sérieux: à part les fortunes privées, les inégalités, la destruction de l'environnement et l'augmentation incessante des émissions de gaz à effet de serre, rien n'a décrépu depuis 1972, lorsque le terme de décroissance était lancé en 1972. C'était le Rapport Meadows «Halte à la croissance?» suivi depuis par les brillantes analyses de Nicholas Georgescu Roegen, André Gorz, Théodore Monod, Edgard Morin, Barry Commoner, Albert Jacquard et de tant d'autres authentiques «avertisseurs d'incendie».

Depuis, des slogans simplistes ont émergé: «Halte à la croissance!», «Demain la décroissance!», «Fin du développement!», «Economie soutenable!», «Développement durable!», «Décroissance ou barbarie!», «Simplicité volontaire!», «Objection de croissance!»... Même le pape François s'y est mis dans son *Laudato Si*. Mais concrètement rien n'a changé si ce n'est que le marché, «le plus grand séducteur du monde», a récupéré ces idées généreuses en affublant sa publicité d'«Eco», «Bio», «durable» pour accroître ses ventes.

Pas le moindre signe de décroissance non plus, malgré les alertes à répétition du Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat (GIEC), des conférences mondiales et de leurs résolutions non tenues. Alors que nous comptons au

début de ce siècle sur une pénurie salubre de combustibles fossiles pouvant réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), voilà que le pic annoncé il y a 20 ans est renvoyé à 2040 suite au retour en force du charbon, de l'huile et gaz de schiste et du gaz naturel. Les énergies fossiles ont atteint le 81% de la consommation mondiale d'énergie et leur exploitation est en progression. Cela a eu comme conséquence l'accroissement des émissions de GES dès 2017, après trois années de stagnation (*Le Monde*, 13.11.2017). Les accords de Paris sont sous l'eau, comme l'a été Paris en 2017, et Lausanne le 11 juin 2018 en pleine tempête tropicale alors que j'écris cet article! Les cinq printemps les plus chauds en Suisse, depuis le début des mesures, l'ont été après l'an 2000 et sur terre, 2016 aura été l'année la plus chaude depuis 1880.

Décroissance? Nenni! Par contre, ce qui a émergé au cours des dernières décennies – surtout dans la jeunesse –, c'est une conscience collective de la gravité des méfaits du productivisme capitaliste. Une conscience qui s'est concrétisée par des résistances spontanées contre les choix productifs du système, par la multiplication d'initiatives de production alternative et le boycott de celle qui nous est imposée. De plus, des projets aberrants (barrage de Sivens, aéroport de Notre-Dame des Landes, déchets radioactifs à Bure et tant d'autres dans le monde) sont combattus par les populations lésées. Bien que les Etats les répriment, faute d'arguments et de légitimité, il finissent par admettre la pertinence de cette volonté d'en changer à tout prix. Ces résistances salutaires émanent d'une fraction de l'humanité qui a choisi de penser, dénoncer, créer, s'engager et partager pour bloquer la fuite en avant d'un système de domination devenu aberrant! «Une révolution est en train de s'opérer», comme l'annonçait Vaneigem.

François Iselin

Jamais ils ne seront les maîtres du printemps

On parle de développement alors qu'il faudrait parler de croissance. Celle-ci n'est pas le fruit de la fatalité ou de l'évolution logique de la civilisation; elle est voulue par ceux à qui elle procure avantages, profits et sinécures de toutes sortes. Elle est basée sur un socle qui nous concerne tous: la société de consommation. Dans son dernier livre, *Le capitalisme expliqué à ma petite-fille (en espérant qu'elle en verra la fin)*, Jean Ziegler explique clairement cette notion.

«La société de consommation est un type de société très particulier. Les capitalistes l'ont installée après la Seconde Guerre mondiale, dans les années 1950-60. Après la guerre, il fallait reconstruire une économie de paix. Pour faire vivre le capitalisme, pour assurer l'accumulation de capital et générer des profits en continuelle augmentation, il fallait une production toujours plus importante, diversifiée, concurrentielle, innovante à un rythme accéléré. Résultat, à ses habitants, la société de consommation a procuré l'«abondance». Sa déesse est la marchandise. Les consommateurs lui vendent leur âme.

La société de consommation est fondée sur quelques principes simples: ses membres sont des clients incités à acheter, consommer, jeter et acheter de nouveau des biens en quantité la plus élevée possible, même s'ils n'en ont pas véritablement besoin. Ces biens sont conçus pour une courte durée».

Jean Ziegler donne des exemples concrets: chaque nouveau modèle de téléphone portable est doté de fonctions toujours plus sophistiquées, un logiciel chasse l'autre, les ampoules et la plupart des objets ménagers sont fabriqués pour durer le moins longtemps possible. C'est ce qu'on appelle l'obsolescence programmée. Certains fabricants déploient des trésors d'ingéniosité pour rendre leurs produits moins durables et en écouler davantage. Les gouvernements doivent faire face à une montagne de déchets et commencent à s'inquiéter du coût et des dégâts environnementaux.

Malheureusement, cette société d'abondance a une face obscure. Jean Ziegler la désigne: *«l'exploitation des matières premières et de l'énergie nécessaire à produire les objets, l'inégalité de l'accès à l'abondance, la gestion des déchets, l'absorp-*

tion des esprits dans la consommation individuelle forcément égoïste, l'angoisse de conserver le revenu nécessaire à ce mode de consommation, la dévaluation, voire l'abolition de la valeur d'usage. Et les trois quarts des habitants de la planète n'ont pas accès à cette abondance.»

Qui permet et dirige un tel système? Jean Ziegler répond sans détour à sa petite-fille: *«Tu te demandes qui gouverne l'économie mondiale. Ce sont les oligarques, les détenteurs du capital financier mondialisé, le mince groupe d'hommes et de femmes de nationalités, de religions, de cultures différentes mais tous animés d'une même vitalité, d'une même avidité, d'un même mépris pour les faibles, d'une même ignorance du bien public, d'un même aveuglement pour la planète et le sort des hommes qui y vivent. Par leur puissance et leurs richesses, ils sont les véritables maîtres de la planète.»*

Pour Jean Ziegler, l'ordre cannibale du monde que le capitalisme a créé doit être radicalement détruit, mais les formidables conquêtes de la science et de la technologie doivent non seulement être préservées mais aussi potentialisées. *«Le travail, les talents, le génie humains doivent servir le bien commun, l'intérêt public de nous tous – de tous les humains – et non uniquement le confort, le luxe, la puissance d'une minorité.»*

Petit par son format (il fait une centaine de pages), le livre de Jean Ziegler (Seuil, 2018) est grand par le message qu'il contient. Il montre de manière éclatante que le développement ne profite qu'à une toute petite minorité et que la décroissance est indispensable pour éviter la disparition des êtres humains.

Une évidence habite Jean Ziegler: l'action de chacun compte. Son espérance se nourrit de la conviction du poète Pablo Neruda: *«Ils pourront couper toutes les fleurs, mais jamais ils ne seront les maîtres du printemps.»*

Rémy Cosandey

Quand le frein au développement va à l'encontre de la décroissance

Qui ne voit pas à l'approche de nos villages le ciel zébré par des grues, emblèmes de chantiers en activité? Et, lorsque les grues disparaissent, on découvre des constructions plus ou moins volumineuses qui dénaturent le caractère du village. Ces nouvelles bâtisses sont semblables à celles que l'on rencontre dans les zones d'habitation en périphérie des centres de ville.

La cause de ces éruptions qui ont rapidement contaminé nos campagnes? En mars 2013, le peuple suisse a voté en toute bonne foi une modification de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT). Cette modification, entrée en force en mai 2014, requiert que le développement de l'urbanisation s'opère à l'avenir prioritairement dans les zones bâties existantes. Les cantons ont eu 5 ans pour adapter leur plan directeur à ces nouvelles prescriptions qui devront être concrétisées dans les plans d'affectation communaux de façon à éviter à l'avenir de disperser la construction. Comme la plupart des communes ont des réserves de terrains à bâtir trop vastes, elles

bloquent en zones réservées des terrains constructibles mais non bâtis au pourtour de leurs localités.

Cette menace de passage en zone réservée a poussé nombre de propriétaires à mettre rapidement en chantier des projets de construction, souvent sans tenir compte des besoins de la région. En général, il s'agit de loyers beaucoup plus chers que ceux des logements plus anciens. La plupart des nouveaux habitants sont des familles avec enfants, il n'y a pas assez de places dans les écoles, les communes doivent investir dans de nouveaux établissements scolaires et, même, il arrive qu'elles doivent fournir une aide financière pour aider ces familles.

Cette modification de la LAT ne semble pas avoir eu jusqu'ici les effets qu'on en attendait. Nous verrons la suite...

Christiane Betschen-Piguet

Entre rêve et réalité

Face à une économie mondialisée entièrement basée sur le dogme de croissance permanente pour garder un semblant d'équilibre, on se doit de réfléchir individuellement à son mode de fonctionnement de type décroissant, qui prenne en compte ses convictions personnelles, ses valeurs humanistes, ses bonnes raisons raisonnantes. Tendre vers une certaine cohérence, analyser ses capacités d'abnégation et de simplicité demande une sacrée dose de réflexions, de temps à y consacrer, de doutes existentiels et une remise sur le métier régulière. On en est à se demander si une vie y suffira...

Evidemment, surveiller et réguler ses diverses consommations énergétiques, contrôler les multiples contenus de son assiette, déco-der ses écheveaux de couvertures d'assurance... sont déjà considérés

comme un minimum syndical. Mais il est aussi vivement encouragé de se renseigner sur la provenance du métal de ses trombones, sur le casier judiciaire de son *provider* préféré, d'apprendre à échapper à tous les objets en plastique qui nous environnent, bref réfléchir à chacun de ses gestes: au secours, laissez-moi descendre de l'avion supersonique... Pour survivre, il reste encore les rêves. Après de régulières séances de méditation pour éponger son stress, on ne devrait pas hésiter à se plonger dans ses utopies, question de recharger ses batteries et sa foi dans le monde, et ainsi préserver sa réserve d'humour. Aussi je m'autorise à lâcher la bride et, comme dit l'autre, délirer sec.

J'aime imaginer un monde économique qui ne fonctionne plus sur le mode compétition à tous les étages, un système qui travaille sur l'équilibre

et le respect mutuel, des recherches sur des sujets qui soulageraient le plus grand nombre, ici et ailleurs. Je rêve de fonctionnements politiques qui allègent le fardeau des citoyens au lieu de les écraser au profit des plus favorisés, ceux-ci enfin se conscientisant au fait qu'ils sont d'abord chanceux avant d'être méritants et qu'ils ont le devoir de redistribuer le fruit de leur situation, au départ financée grâce aux efforts de la majorité. J'appelle de tous mes vœux une remise à niveau de notre rapport au monde, aux humains, aux animaux, aux plantes, à l'eau, au sol et à l'air: des études d'impacts globaux, une approche respectueuse des connaissances dites ancestrales, une communication entre tous les éléments, d'égal à égal... L'espace manque, laissez-moi continuer de rêver...

Edith Samba

Le mythe de la virilité

Nous vivons une période importante de l'histoire de l'humanité. L'égalité des sexes progresse par à-coups. Les syndicats suisses, cette année, mettent en exergue le combat pour l'égalité des salaires femmes/hommes. La municipalité de Lausanne engage une action remarquable contre le harcèlement de rue. D'innombrables femmes osent enfin dénoncer des viols ou des attouchements détestables subis jusqu'ici en toute discrétion. Dès lors, je ne peux m'empêcher d'inviter tous ceux et celles qui se réjouissent de «cette accélération de l'histoire», à lire le livre d'Olivia Gazalé, sorti en septembre 2017 chez Robert Laffont: *Le mythe de la virilité*.

Voilà une somme d'analyses et d'informations absolument considérable. Des centaines de références à des auteurs, chercheurs, écrivains, statisticiens, cinéastes au masculin et au féminin sont proposées. Les papes, les hommes d'église, les penseurs depuis l'antiquité jusqu'au 21^e siècle, tous ceux et celles qui ont contribué à façonner ou à combattre ce mythe, figurent dans l'ouvrage au point de donner l'idée que la liste est exhaustive. Ce mythe de la virilité est présenté comme un piège.

Nous apprenons, par exemple, qu'au cours de la très longue période de la

préhistoire, la femme était vénérée parce que capable de donner la vie. Ce miracle était digne de toutes les prévenances. Ce n'est que lorsque l'humanité, devenant sédentaire, comprit le rôle du mâle dans la procréation, que ce dernier soumit la femme à son rôle de sujet, de réceptacle de son sperme devenu presque sacré, pour le moins essentiel et précieux, qu'il s'imposa comme un tyran, voire un esclavagiste.

Au cours des derniers millénaires, on ne compte plus les affirmations selon lesquelles les femmes sont inférieures en force physique, en intelligence, incapables de penser, de combattre, d'imaginer à long terme, etc. Les citations sont nombreuses. Elles méritent, pour en rire ou en pleurer, d'être rappelées. Nous apprenons aussi que des hommes aussi géniaux et révolutionnaires que Rousseau ou Kant considéraient, eux aussi, les femmes comme largement inférieures aux hommes.

Ce livre est publié 70 ans après le célèbre pamphlet, plusieurs fois cité, de Simone de Beauvoir: *Le deuxième sexe*. Il me semble en avoir le même poids. Il mérite la même audience. Il n'hésite pas à prendre en compte la fragilité masculine. Celle-ci découle du fait que cet homme maîtrise tout, sauf précisément sa virilité. Cela

l'oblige à «en rajouter». L'ouvrage prend aussi en compte l'évolution sociologique qui a suivi le fait que, depuis les années 50, les femmes ont enfin osé prendre la parole et démontré très souvent leur supériorité intellectuelle. Il souligne aussi le fait que pendant la Première Guerre mondiale, toute l'économie a été assumée par les femmes, les hommes subissant l'horrible boucherie que l'on sait. Dès lors, la preuve était faite qu'elles pouvaient assumer toutes les tâches qui leur étaient refusées jusque-là. Cependant, le droit de vote en France ne leur a été accordé qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Dans sa conclusion, Olivia Gazalé affirme que la réinvention de la paternité, plus douce et plus attentive à l'évolution des enfants, ne constitue pas un déclin, mais une chance pour l'humanité. Elle n'annonce pas la fin des hommes mais l'enthousiasmante naissance d'une nouvelle masculinité, condition indispensable d'un meilleur équilibre des relations entre les sexes.

Pierre Aguet

Mourir debout Soixante ans d'engagement politique

Anne-Catherine Menétrey-Savary, Editions d'En Bas, 2018

Le livre d'Anne-Catherine Menétrey-Savary est à la fois captivant et bouleversant. Captivant parce que, en 450 pages, il retrace 60 ans de l'histoire de la Suisse, avec ses ombres et ses lumières. Bouleversant parce qu'il raconte les luttes acharnées menées sans faiblesse par une femme admirable pour qui la politique a toujours été un moyen pour rendre le monde plus juste. D'ailleurs, elle est formelle: *«Je suis convaincue qu'il n'y a pas de retraite possible en politique: comment cesser de se préoccuper de ce qui nous a animés toute notre vie?»*

Comment qualifier cet ouvrage? Écoutez l'auteure: *«Au terme d'une soixantaine d'années d'engagement politique, je me retourne pour voir d'où je viens, et je rassemble des fragments, des vestiges, des nostalgies, des enthousiasmes un peu émoussés, des combats fossilisés par le temps, pour les encadrer dans un présent qui les reconnaît encore comme étant de la même veine, de la même chair, de la même*

espérance, de la même volonté de changer le monde».

Riche en anecdotes et en souvenirs, le livre d'Anne-Catherine ne peut pas se résumer. Disons simplement que l'itinéraire proposé s'articule autour de dix étapes, chacune portant, fièrement, un titre emblématique: lutte des classes, autogestion, démocratie, liberté, égalité, écologie, justice sociale, solidarité, pacifisme et humanisme. Chacun de ces chapitres permet de mettre en évidence des convictions profondes, des succès précieux, des échecs assumés.

S'il fallait choisir un passage du livre, on pourrait parler du gouffre des inégalités. Pour l'ancienne conseillère nationale, les fruits de la croissance n'ont enrichi que les riches. En 2015, la fortune mondiale était de deux cent cinquante mille milliards de dollars et la moitié de ce trésor est entre les mains de 1% de la population. Depuis la crise financière de 2008, qui lamina les

populations les plus précaires, l'écart n'a pas cessé de se creuser entre les riches et les plus démunis. Anne-Catherine Menétrey-Savary ne cache pas son indignation et propose une autre économie.

Dans le domaine de l'écologie, l'auteure dénonce les causes du réchauffement climatique et rappelle que la planète consomme beaucoup plus que ce qu'elle peut produire. Elle fait un certain nombre de propositions qui correspondent au programme défendu au Parlement fédéral par les députés des Verts.

Dans sa conclusion, Anne-Catherine Menétrey-Savary fait preuve d'optimisme: *«Je suis convaincue que les plus grands malheurs de l'humanité ont toujours réussi à mettre debout des hommes et des femmes pour résister, pour aider, pour reconstruire».* C'est aussi la certitude des membres du comité rédactionnel de l'essor.

Rémy Cosandey

La privatisation de la poste suisse

Graziano Pestoni, Syndicom, 2018

«De puissants lobbies économiques et financiers se sont appropriés les instances de l'Etat». Cette remarque de Graziano Pestoni résume à elle seule son livre qui est à la fois un plaidoyer pour le service public et une critique du néolibéralisme. Écoutons-le encore: *«La détérioration de la qualité des services et des conditions de travail est une conséquence directe des principes néolibéraux inhérents aux Etats et aux institutions».*

Les services postaux ne font pas exception à la vaste offensive qui vise à affaiblir le secteur public. Les grandes compagnies postales privées font pression pour obtenir la libéralisation des marchés, notamment dans le domaine très rentable de la distribution de colis et d'express. Le résultat de cette politique de privatisation est catastrophique: destruction du service public et préjudices importants pour tous les citoyens (points d'accès en constante diminution); privatisation des bénéfiques et socialisation des pertes; dégradation des conditions de travail et réduction des emplois.

Dans son ouvrage, Graziano Pestoni analyse avec rigueur les origines, les raisons et les conséquences de la privatisation en

cours de la Poste suisse. Il insiste sur les dérives actuelles: le profit a pris le pas sur le service public, les usagers se sont transformés en clients et le contrôle démocratique est devenu bureaucratique.

Les événements survenus chez CarPostal (subventions versées illégalement) découlent en toute logique de la privatisation de la Poste. Ces faits ne sont mal-

heureusement pas les premiers manquements, ni les derniers. Graziano Pestoni ne voit qu'une solution: *«Que la Poste soit renationalisée et gérée à nouveau comme un véritable service public – et non pas selon des critères commerciaux.»*

Rémy Cosandey

Retour à Lemberg

Philippe Sands, Albin Michel, 2017

La justice internationale peut-elle préserver la paix? On connaît aujourd'hui le tribunal pénal international jugeant des crimes d'ex-Yougoslavie ou du Rwanda et le procès de Nuremberg, le premier procès international. Ce que Philippe Sands a découvert en recherchant la vie de son grand-père maternel, juif né à Lwow (actuellement Lviv en Ukraine) est que les deux juristes concepteurs de la justice internationale ont vécu dans cette ville et ont suivi les cours de l'université. Frères d'étude, H. Lauterpacht et R. Lemkin furent concurrents car le premier défendait la notion de responsabilité individuelle lors des crimes d'Etat et l'autre inventa le terme de génocide lors de l'élimination de groupes sociaux en imputant plutôt un collectif (SS par exemple). Lemberg était le nom allemand de la ville lorsque Hans Frank, l'un des condamnés de Nuremberg, était gouverneur général de la Pologne occupée. Le livre de Philippe Sands est une enquête fouillée, une découverte pas à pas pour ceux que l'histoire passionne.

Daniel Devaud

Oui, on va vider l'océan à la petite cuillère...

Avec son association «The Sea Cleaners», les Nettoyeurs de la mer, le Chaux-de-fonnier Yvan Bourgnon veut construire un multicoque géant, véritable usine maritime fonctionnant à l'énergie solaire et éolienne. Sa construction débutera en 2020. Ce quadrimaran collectera les déchets grâce à trois tapis roulants géants, jusqu'à 1,5 mètre sous la surface. Il pourra stocker 250 tonnes de déchets avant de revenir décharger sa cargaison dans les usines de recyclage des ports. A noter que c'est à l'embouchure des grands fleuves, Gange, Mékong, etc., que ce bateau œuvrera pour une collecte efficace. L'idée est d'en fabriquer une centaine, autonomes donc au niveau énergétique et fonctionnant avec une énergie propre.

D'après *LEcho Magazine*, No 17 du 26 avril 2018

Une nouvelle vie sans mines...

La Colombie est l'un des pays du monde qui compte le plus de mines antipersonnel. Depuis 1990, les mines terrestres ont tué ou blessé plus de 11.000 personnes. Certaines parties du territoire sont aujourd'hui nettoyées. Le déminage humanitaire a été effectué par Halo Trust. La DDC (Direction du Développement et de la Coopération) a consacré près de 400.000 francs à ce projet, le Japon prenant en charge l'autre moitié du budget. Près de 30.000 km² ont été assainis de 2015

à 2017. Le travail communautaire que cela implique, l'emploi de la population locale et la restitution des terres a permis un retour à une vie de plus en plus normale.

D'après *Un Seul Monde*, magazine de la DDC, No 2 de juin 2018

Yoga en prison, adieu stress et tensions!

A Buenos Aires, le projet Moksha permet à des prisonniers de pratiquer la discipline orientale en prison. Les instructeurs veulent partager les bienfaits du yoga avec les plus vulnérables et visent à transformer ainsi les vies de ces prisonniers aussi bien aujourd'hui que dans l'avenir. Le projet s'est élargi. A présent, vingt instructeurs bénévoles participent à Moksha (Moksha signifie en sanskrit «liberté intérieure par la présence»). Ils aimeraient créer un programme de formation dans la prison, afin que les détenus puissent devenir instructeurs et venir travailler avec eux une fois libérés, comme une sorte de réinsertion sociale.

D'après *24 Heures*, Impact Journalism Day, 16-17 juin 2018

Des mentors aideront les seniors à trouver du travail...

Les seniors sont plus lourdement frappés par le chômage de longue durée que les plus jeunes. Depuis 2008, à St Gall, un programme de mentorat destiné aux plus de cinquante ans est en place. Le Grand Conseil vaudois a décidé de s'en inspirer et, dès cet été, dix

demandeurs d'emploi de plus de 50 ans pourront rejoindre le programme et ses cinq mentors bénévoles pour un accompagnement individuel de quatre mois. Le Canton voit dans le projet «un complément intéressant et original». L'expérience vaudoise devrait commencer en juillet.

D'après *24 Heures* des 16-17 juin 2018

Renforcer la cohésion sociale

Thierry Apothéloz, nouveau conseiller d'Etat genevois: «*Le danger est réel de voir se développer une société à plusieurs vitesses, qui contribuera encore à accroître les inégalités. C'est dans ce sens et pour réduire et combattre ce fléau qui menace de créer des ruptures du contrat social qui nous unit que le développement de la cohésion sociale est devenu une priorité politique.*»

D'après *espaces*, bulletin de l'AVIVO de Genève

Forum libre

Le numéro d'avril dernier proposait un forum libre. Cette formule a connu un grand succès et a permis à plusieurs personnes d'exprimer des idées ou des opinions que les quotidiens du pays ne publient pas. Le prochain numéro, qui sortira dans le courant du mois d'octobre, offrira à nouveau un forum libre. D'ores et déjà, nous pouvons annoncer à nos lecteurs que nous parlerons du commerce des armes et de l'initiative populaire cantonale genevoise demandant que la Banque Cantonale de Genève rembourse le prêt de plusieurs milliards de francs que l'Etat lui

a consenti pour la sauver lors de la déroute des banques.

Mais il reste de la place. Alors, prenez votre plume ou votre clavier d'ordinateur et transmettez-nous vos réflexions. Nous serons d'accord ou non avec vous mais vous pourrez librement vous exprimer. Nous souhaitons recevoir vos textes d'ici le 10 septembre mais nous vous serions reconnaissants de nous avertir de vos intentions d'ici fin août afin que nous sachions si nous devons solliciter d'autres collaborations.

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; remy.cosandey@gmail.com

Équipe de rédaction
Christiane Betschen, Mousse Boulanger,
Rémy Cosandey,
Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber,
François Iselin, Marc Gabriel Jehouda,
Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar,
Edith Samba, Bernard Walter.

Administration et retours
L'Essor - Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel : CHF 36.-
Compte postal : Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 10 septembre 2018
prochain forum : Forum libre